

141

E 2800(-)1990/106/20
[DoDiS-15430]

Notice du Chef du Département politique, M. Petitpierre

ENTRETIEN AVEC M. GREY, AMBASSADEUR DE GRANDE-BRETAGNE,
LE MERCREDI 26 AVRIL 1961, À 10 H 30

[Berne, 26 avril 1961]

J'ai prié l'Ambassadeur de Grande-Bretagne de venir me voir. D'entente avec le Président de la Confédération¹, je désirais m'entretenir avec lui de questions relatives aux relations entre les Six et les Sept.

Je relève que les conversations qui ont eu lieu récemment entre le Président Kennedy et M. Macmillan² ont créé une certaine inquiétude. La politique européenne de M. Kennedy tend à grouper politiquement les principaux pays européens. Pour cela, il est nécessaire de mettre fin à la division économique de l'Europe. Ce regroupement doit se faire dans le cadre du Marché commun élargi par l'adhésion de l'Angleterre. Si celle-ci adhérerait au Marché commun, il est à peu près certain que le Danemark et la Norvège suivraient immédiatement.

Je ne suis pas, bien entendu, opposé à ces conversations. Elles me paraissent même utiles, sinon nécessaires. Mais il conviendrait que le Gouvernement britannique renseigne ses associés de l'AELE sur ses intentions, pour autant qu'elle en ait déjà et dans la mesure du possible. Il est tout à fait clair que ce qu'on sait et qui a été publié déjà sur les entretiens Kennedy-Macmillan porte un coup à l'AELE. Si la politique américaine s'imposait, l'AELE serait vraisemblablement condamnée à terme. Il y aura d'ailleurs des obstacles à une adhésion de l'Angleterre au Marché commun: le Commonwealth, les produits agricoles, les conditions auxquelles la France pourrait subordonner son consentement à cette adhésion. Il est vraisemblable que les négociations dureront longtemps.

M. Grey me répond qu'il comprend mes inquiétudes, qu'il fera rapport à son Gouvernement et qu'il cherchera à être en mesure de nous renseigner.

D'entente avec le Président de la Confédération, je soulève la question s'il ne conviendrait pas d'avancer à la fin du mois de mai la réunion des Ministres de l'AELE. Une réunion spéciale à brève échéance serait inopportune. Elle pourrait donner à l'extérieur l'impression d'une crise au sein de l'AELE.

1. F. T. Wahlen.

2. Lors de la visite du Premier ministre britannique aux Etats-Unis, du 4 au 8 avril 1961.

